

**Nations unies - Israël - Territoires
palestiniens - Réunion du conseil de
sécurité sur Jérusalem - Point de
presse conjoint des représentants
permanents de l'Allemagne, de la
France, de l'Italie, du Royaume-Uni
et de la Suède**

(New York, 08 décembre 2017)

Nous sommes en désaccord avec la décision des États-Unis d'Amérique de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, et de lancer les préparatifs du déménagement de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem. Cette décision n'est pas conforme aux résolutions du conseil de sécurité et ne favorise pas la perspective de paix dans la région.

Le statut de Jérusalem doit être déterminé par des négociations entre Israéliens et Palestiniens, qui doivent conduire à un accord sur le statut final. C'est une position constante des membres de l'Union européenne d'affirmer que, dans ce cadre, Jérusalem devra être la capitale des deux États, Israël et la Palestine. En l'absence d'accord, nous ne reconnaissons aucune souveraineté sur Jérusalem.

Conformément au droit international et aux résolutions pertinentes du conseil de sécurité, notamment les résolutions 476, 478 et 2334, nous considérons Jérusalem-Est comme faisant partie des Territoires occupés palestiniens. Un accord sur les frontières des deux États devrait s'établir sur la base des lignes du 4 juin 1967, moyennant des échanges de territoire équivalents agréés entre les parties. L'UE ne reconnaîtra aucun changement sur les lignes de 1967, y compris s'agissant de Jérusalem, autres que ceux convenus entre les parties.

Compte tenu de la situation instable sur le terrain, nous appelons toutes les parties et tous les acteurs régionaux à travailler ensemble à maintenir le calme.

Nous partageons tous la volonté de mettre fin au conflit. Nous prenons note de l'engagement du président Trump de soutenir la solution des deux États si les deux parties parviennent à un accord sur ce point, et sa claire reconnaissance que les limites spécifiques de la souveraineté d'Israël sur Jérusalem doivent faire l'objet de négociations entre les Israéliens et Palestiniens. Nous sommes prêts à contribuer à tous les efforts crédibles pour relancer le processus de paix sur la base des paramètres internationaux agréés, devant conduire à la solution des deux États. Nous encourageons l'administration américaine à apporter désormais des propositions détaillées pour un accord israélo-palestinien./.